

## Burundi : le Gouvernement va-t-il perdre le bras de fer avec les étudiants ?

RFI, 28-03-2014 Burundi : **Échec de la stratégie de fermeture face aux étudiants grévistes** Pour tenter de remporter le bras de fer entamé il y a deux semaines avec les étudiants autour de la question du niveau des bourses, le ministre burundais de l'Enseignement supérieur avait choisi la fermeture. Mais la stratégie n'est pas concluyente : les étudiants, malgré leur grève, malgré l'ultimatum lancé par le ministre. Il y a deux semaines au Burundi, les étudiants des universités publiques et privées qui avaient droit à une bourse d'études ont entamé une grève illimitée pour protester contre une réforme qui change les conditions d'octroi de celle-ci dans un sens qui devrait en priver la grande majorité d'entre eux. [Photo : Une vue des locaux de l'Université de Bujumbura, désertés par les étudiants depuis deux semaines]

La réponse du ministre de l'Enseignement supérieur a été radicale : il a tout de suite fermé les universités publiques et exclu pour deux ans les représentants des étudiants et donné trois jours aux étudiants pour se faire réinscrire. Un délai qui a pris fin ce mercredi. Le ministre a fait le bilan de cette campagne de réinscription et le moins que l'on puisse dire, c'est que son appel n'a pas été entendu. 650 étudiants sur 17 000 ont repris le chemin de la classe. Le ministre burundais de l'Enseignement supérieur Joseph Butore, a utilisé le terme d'« échec ». Mais les chiffres sont là, accablants. 17 000 étudiants de l'Université du Burundi et de l'École normale supérieure, seuls quelque 650 se sont fait réinscrire pendant la période de trois jours fixée par les autorités. Et il s'agit essentiellement des étudiants en fin d'études. Les autres sont des « victimes d'intimidations ». Ou encore, « les autorités ont chassé des étudiants qui venaient de terminer leur année académique », explique aujourd'hui le ministre burundais de l'Enseignement supérieur. Il a donc décidé de leur imposer un délai supplémentaire de cinq jours, pour que ceux qui n'avaient pas encore terminé leur année académique puissent se faire réinscrire. « Je ne suis pas Dieu pour vous dire ce qui va se passer mardi ou mercredi. Je vous ai dit, attendons de voir. Si l'appel n'est pas suivi, d'autres mesures seront prises, ne vous en faites pas. Mais cette fois, je vous dirais pas lesquelles », a déclaré Joseph Butore au micro de RFI. Pas sûr qu'il soit, cette fois encore, entendu par les étudiants des universités publiques du Burundi, qui contestent toujours sa réforme des conditions d'octroi de la bourse d'études. « Cet appel ne sera pas entendu (car) les étudiants sont déterminés. Parce que si ces mesures prises par le gouvernement entrent en vigueur, nous serons éliminés dans les campus universitaires, nous qui venons de familles pauvres », explique Epitace Ndayambaje, l'un des représentants de ces étudiants.